

## **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**ARRETE PREFECTORAL n° 2015/DRIEE/UT77/013**  
**du 26 février 2015**  
**de mise en demeure à l'encontre de la société GALVACHAUD**  
**située au 13, rue Jacquard, dans la zone industrielle de MITRY-COMPANS,**  
**sur le territoire de la commune de COMPANS (77 290)**

**Le Préfet de Seine-et-Marne**  
**Officier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du mérite**

**VU** la partie législative du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, et L. 514-5 ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 14/PCAD/129 du 1<sup>er</sup> septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté n° 2014 DRIEE IdF du 5 septembre 2014 portant subdélégation de signature ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 351 du 17 décembre 2009 autorisant la société GALVACHAUD à exploiter un atelier de traitement de surface et un atelier de galvanisation à chaud en zone industrielle de Mitry-Compans, sur le territoire de la commune de COMPANS ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées n° E/11-1154 suite à la visite du 10 juin 2011 effectuée sur le site de COMPANS ;

**VU** le devis n° 898 393 du 17 juin 2011 de la société HALECO réalisé suite au contrôle de l'article 8.5.5 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 351 du 17 décembre 2009 (dispositifs d'obturation des réseaux) sur le site de la société GALVACHAUD situé à COMPANS ;

**VU** le devis n° RD11024A du 22 juillet 2011 de la société EUROVIA VINCI réalisé suite au contrôle de l'article 8.5.5 de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 351 du 17 décembre 2009 (système de récupération des eaux incendie) sur le site de la société GALVACHAUD situé à COMPANS ;

**VU** la visite d'inspection réalisée le 12 décembre 2014 sur le site de la société GALVACHAUD situé à COMPANS ;

**VU** le rapport n° E/15 – 0289 du 9 février 2015 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France suite à la visite d'inspection du 12 décembre 2014 dans l'établissement de la société GALVACHAUD à l'adresse citée ci-dessus ;

**VU** le courrier préfectoral n° E/15 – 0289 du 9 février 2015 transmettant à la société GALVACHAUD le rapport de l'inspection des installations classées n° E/15 – 0289 du 9 février 2015 susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et l'informant de la décision de mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de présenter ses observations dans un délai de quinze jours ;

**VU** l'absence d'observations de la société GALVACHAUD dans les délais impartis suite à l'envoi du courrier préfectoral n° E/15 – 0289 du 9 février 2015 ;

**CONSIDERANT** que l'établissement exploité par la société GALVACHAUD sur le territoire de la commune de COMPANS est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, soumis au régime de l'autorisation, et dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral susvisé ;

**CONSIDERANT** que l'inspection du 12 décembre 2014 a mis en évidence que la société GALVACHAUD ne respecte pas l'article 8.5.5 de l'arrêté préfectoral susvisé, car l'étude technico-économique comprenant le calcul du volume nécessaire pour récupérer les eaux d'extinction d'incendie et décrivant les équipements à mettre en œuvre afin de disposer sur le site de ce volume de rétention n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées ;

**CONSIDERANT** que l'inspection du 12 décembre 2014 a mis en évidence que la société GALVACHAUD ne respecte pas l'article 8.5.5 de l'arrêté préfectoral susvisé, car les dispositifs d'obturation des réseaux permettant de retenir les eaux en cas d'incendie n'ont pas été installés ;

**CONSIDERANT** que le non respect des prescriptions stipulées à l'article 8.5.5 de l'arrêté préfectoral susvisé avait déjà été mis en évidence lors de l'inspection du 10 juin 2011, mais que l'exploitant n'a pas engagé les actions correctives nécessaires ;

**CONSIDERANT** que le non respect de ces prescriptions représentent des enjeux en termes de pollution et de risque incendie ;

**CONSIDERANT** que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitations imposées par les arrêtés susvisés ;

**CONSIDERANT** que les installations peuvent présenter de graves dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment en termes de pollution et de risque incendie ;

**CONSIDERANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La société GALVACHAUD, dont le siège social est situé au 13, rue Jacquard, dans la zone industrielle de MITRY-COMPANS à COMPANS (77 290) est mis en demeure pour son établissement situé à la même adresse de respecter, **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- l'article 8.5.5 (Protection des milieux récepteurs) de l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 351 du 17 décembre 2009 :
  - en transmettant l'étude technico-économique comprenant le calcul du volume nécessaire pour récupérer les eaux d'extinction d'incendie et décrivant les équipements à mettre en œuvre afin de disposer sur le site de ce volume de rétention ;
  - en réalisant les travaux visant à mettre en place des obturateurs.

### **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS**

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de COMPANS et peut y être consultée.

Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la société GALVACHAUD est soumise, est affichée en mairie de COMPANS pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

### **ARTICLE 5 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLES L. 514-6 et R. 514-3-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, ma présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

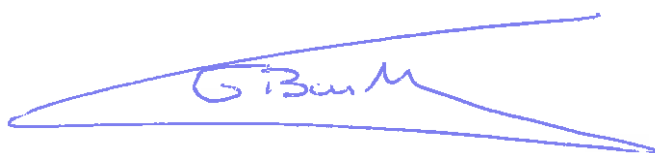
## **ARTICLE 6**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le sous-Préfet de MEAUX,
- Le Maire de COMPANS,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société GALVACHAUD, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 26 février 2015,

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur et par délégation,  
Le Chef de l'unité territoriale  
Seine-et-Marne,



Guillaume BAILLY

## **DESTINATAIRES :**

- La société GALVACHAUD,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le sous-Préfet de MEAUX,
- Le Maire de COMPANS,
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.